



# RETRAITES : LES ALTERNATIVES EXISTENT !

« Il faut réformer ! » ne cesse-t-on de nous assener... Mais pourquoi ? comment ? et pour quoi faire ? En posant ces questions le mouvement social actuel révèle que la question des retraites relève d'un choix de société.

## Le partage des richesses

Si le nombre de retraités augmente, pourquoi diable ne pas leur octroyer une part plus importante de la richesse du pays ? Pour qui faudrait-il se serrer la ceinture ?

| Part des retraites dans le PIB | 1959 | 2000  | 2040   |
|--------------------------------|------|-------|--------|
|                                | 5,4% | 12,6% | 18,6%* |

\* si on maintient des prestations équivalentes à aujourd'hui

Pour le Medef qui préfère voir nos pensions réduites plutôt que ses profits ! À nous de choisir une juste répartition des richesses.

## La peur démographique

Mais pour nous faire croire que nous n'avons pas le choix, on brandit la menace démographique.

Mais celle-ci n'est que mensonge. Il y a 50 ans, un paysan nourrissait 5 ou 6 personnes, aujourd'hui 50 : ce qui compte, c'est la productivité. Celle-ci aura doublé en 2040 (pour l'ensemble des actifs) permettant de compenser la part plus grande de retraités. Envoyée la menace ! Pas la peine donc de travailler toujours plus pour des retraites de plus en plus misérables.

## Faire cotiser les profits

Mais comme les salaires (et donc les cotisations) n'augmenteront sûrement pas aussi vite que la productivité, il faut chercher l'argent du côté des profits.

| Part des salaires dans la valeur ajoutée | 1960 | 1980 | 2000 |
|--|------|------|------|
|  | 58%  | 63%  | 59%  |

On voit que ces derniers ont augmenté ces 20 dernières années au détriment du travail. C'est cette logique qu'il faut à nouveau inverser : les richesses doivent avant tout revenir à ceux qui les produisent.

## Les autres réformes possibles

Le très officiel Conseil d'orientation des retraites a calculé qu'il suffirait d'augmenter, chaque année d'ici à 2040, les cotisations patronales d'à peine 0,37% pour pérenniser le système par répartition. Et cela sans incidence notable sur l'économie de la France.

L'autre piste est bien sûr d'étendre les cotisations, au-delà des salaires, au capital. Le Medef ne veut pas en entendre parler, même au nom de l'«équité»...

La liste des propositions est longue : qui a dit que nous n'avions pas le choix ?

## L'offensive néo-libérale

Le but du gouvernement est de baisser le niveau des pensions, en obligeant à une durée de cotisations inatteignable pour la majorité des individus (surtout les femmes), et amener peu à peu les salariés les mieux payés

à souscrire des assurances privées. Comme pour l'éducation et bientôt la sécurité sociale, cette politique s'inscrit dans l'offensive généralisée contre l'état social : il s'agit de transférer au privé toutes les activités rentables, puis d'organiser l'injustice sociale pour réalter le maximum de profits.

## Grève générale !

C'est dans la rue que se joue maintenant le combat pour des retraites solidaires. Les usagers, « pris en otages » comme disent les médias, ne s'y trompent pas quand ils voient dans la grève des cheminots, par exemple, un geste de solidarité envers le reste de la population. Alors, tous ensemble en grève et aux manifs !

(Sources : conseil d'orientation des retraites)

DIFFUSEZ CE JOURNAL : <http://214574.free.fr/brique>